



COMMUNIQUE DE L'USP du 22 novembre 2021

Urgences : stop aux fermetures

Depuis plus de 20 ans, les urgentistes dénoncent le manque de lits et sa conséquence de mise en danger de la population.

L'embouteillage sur les brancards dans les services d'urgence, notamment des patients psychiatriques parfois en contention, est devenu un scandale relevé par tous.

L'orientation vers le tout ambulatoire inapproprié pour de nombreux patients a entraîné la suppression de 100 000 lits en 25 ans, dont encore près de 6 000 lits en 2020 en pleine crise Covid.

La diminution des services d'urgence (700 environ encore en France) constitue un seuil en dessous duquel il ne faut pas descendre. En effet, en plus du danger pour la population, cela concentre les patients dans un nombre limité d'hôpitaux où les conditions de travail se dégradent et les médecins démissionnent. Ceci entraîne des fermetures en cascade et aggrave encore la pénurie générale.

La fuite des médecins des services réduit les effectifs tellement qu'arrive un moment où le départ d'une seule personne ne permet plus d'assurer un fonctionnement continu sur 24 heures.

Cette situation inacceptable a des conséquences sur tous les services hospitaliers et se retrouve partout.

C'est pourquoi nous nous joignons à la dénonciation des conditions de travail et de la destruction du service public hospitalier faite par la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, le CIU , le CIH, le Printemps de la Psychiatrie, l'AMUF, Sud Santé Sociaux, la CGT santé et action sociale, FO Santé et d'autres organisations à venir et appelons à la journée d'action du 4 décembre 2021 avec un rassemblement devant le ministère de la Santé.

Dominique Terres, membre du Conseil national,
Et le Conseil national de l'USP